



PREFECTURE DU BAS-RHIN

Direction départementale
de la protection des populations du Bas-Rhin
2, place de l'Abattoir B.P. 42
67037 STRASBOURG CEDEX 2
☎ 03.88.27.70.27 – Fax : 03.88.29.76.76

RAPPORT

AU

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES
SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

Séance du 9 novembre 2011

<u>Objet de la demande</u> :	Installations classées pour la protection de l'environnement Demande d'autorisation d'exploiter au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement HERTA SA à Illkirch-Graffenstaden
<u>Pièces jointes</u> :	1 projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter

- I. Présentation de la demande
- II. Enquête publique, avis des services administratifs et des communes
- III. Analyse de l'inspection des installations classées
- IV. Conclusion

I. PRÉSENTATION DE LA DEMANDE

Activité et situation administrative du demandeur

La société HERTA est un établissement spécialisé dans la fabrication et la transformation de produits d'origine animale (production de jambons et de Knackys). Située au sein de la zone industrielle de la Hardt, 2 route Jean-Pierre Clause à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN (67400), elle emploie actuellement 240 personnes et participe à l'embauche de 60 intérimaires.

Les conditions de fonctionnement de la société HERTA au titre des installations classées sont aujourd'hui encadrés par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 28 juin 1990.

Description de la demande

Compte tenu de la nature et du volume des activités réalisées à ce jour, il a été demandé à l'exploitant de régulariser sa situation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Une demande d'autorisation d'exploiter en régularisation administrative a fait l'objet d'un premier dépôt en Préfecture le 29 septembre 2009 donnant lieu à un avis défavorable sur sa recevabilité. Des modifications ont donc été apportées et une deuxième version de la demande d'autorisation d'exploiter en régularisation administrative a été déposée en Préfecture le 16 février 2010 pour laquelle un avis favorable a été donné le 18 mars 2010.

Le projet ne comporte pas de modification notable eu égard de son fonctionnement actuel. Il est prévu une légère augmentation de l'activité (70 t/j au titre de la rubrique 2221 de la nomenclature des installations classées) et la construction de trois extensions sans incidences majeures sur le projet. A cela s'ajoute des améliorations substantielles sur l'actuel système de pré-traitement des effluents et la mise en place de trois tours aéroréfrigérantes (TAR) sur le site en remplacement de l'actuel refroidissement en circuit ouvert des équipements frigorifiques par forage.

Les conditions de rejet des effluents et de fonctionnement des TAR ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire signé le 3 mai 2010. Cet arrêté intègre par ailleurs les exigences liées à la mise en œuvre de la deuxième phase d'action nationale de recherche de substances dangereuses dans les effluents (RSDE).

Caractéristiques du site d'implantation

La société HERTA est implantée à l'ouest du bourg de la commune d'Illkirch sur la rive gauche de l'Ill. Le site est également limitrophe de la commune d'Ostwald au nord.

La zone d'implantation du site est de type UX dans le plan d'occupation des sols. Cette zone a vocation à accueillir des constructions à usage industrielles, artisanales ou commerciales. Le site présente une superficie d'environ 53 500m².

Dans son périmètre proche, la société HERTA est située dans un environnement très urbanisé. Il est à noter la présence dans un rayon de moins de 500 mètres de lotissements pavillonnaires au nord, de plusieurs résidences sur la rive droite de l'Ill et de trois établissements recevant du public (centre culturel Illiade à l'est, centre nautique et piscine de la Hardt à l'ouest)

La société HERTA est organisée de la façon suivante :

- l'activité est répartie sur deux produits (saucisses / jambons) dans des volumes respectifs de 6500 et 11 000 tonnes/an ;
- l'établissement fonctionne 24h/24 avec de 06h à 22h : Production, et de 22h à 6h : Nettoyage des installations.
- la production est échelonnée sur 7 jours.

Le volume moyen de produits entrant est de 49 tonnes/jour.

En période de pointe, les quantités maximales entrantes sont portées à 70 tonnes/jour.

Le terrain d'exploitation représente une surface de 53 500 m² se décomposant de la manière suivante :

- surface bâtie : 18 335 m²
- surface en espace vert : 27 065 m²
- surface de voiries et de parking : 8 100 m²

Les principales zones constituant le bâtiment sont les suivantes :

- des aires de réception et de stockage des matières premières ;
- plusieurs salles de process distinctes permettant la séparation des deux filières (jambons / saucisses) annexées à une salle de cuisson et de fumage ;
- une zone de stockage et conditionnement ;
- des aires d'expédition ;
- des locaux techniques.

Le dossier de demande d'autorisation intègre plusieurs projets que sont :

- une extension de la surface de la chambre froide dédiée au stockage des jambons ;
- la création d'un local d'une surface de 500 m² permettant le stockage des bacs plastiques ;
- la création d'une zone de décongélation de 110 m² associée à une zone de réception (37 m²) et un quai de déchargement spécifique (16,5 m²) ;

Le site est alimenté en énergie électrique et au gaz naturel.

La réfrigération est assurée par plusieurs groupes froids dont la puissance totale s'élève à 1,617 MW.

Le principal fluide frigorigène utilisé dans les installations est l'ammoniac (3,3 tonnes).

Tableau des principales activités soumises à autorisation et/ou notables

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité	Unité
Alimentaires (préparation ou conservation de produits) d'origine animale La quantité de produits entrant étant supérieure à 2 t/j.	2221-1	A	70	t/j
Emploi d'ammoniac La quantité susceptible d'être présente étant : Supérieur ou égal à 1,5 t mais inférieur à 200 t	1136-2b	A	3,3	t
Entrepôts frigorifiques Le volume susceptible d'être stocké étant : Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	1511	DC	15 885	m ³
Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air Lorsque l'installation est du type « circuit primaire fermé »	2921-2	D	-	-

Régime : A = Autorisation ; D = Déclaration ; DC = Contrôle périodique

Le tableau comportant l'ensemble des activités classées réalisées par la est repris à l'article 1.2.1 du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

II. ENQUETE PUBLIQUE, AVIS DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET DES COMMUNES

1. Enquête publique

L'enquête publique relative à la présente demande a été prescrite par l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2010 et s'est déroulée du 30 août 2010 au 1er octobre 2010 inclus à la mairie d'Illkirch-Graffenstaden.

Le public n'a pas émis de remarques particulières lors de cette enquête.

A la demande du commissaire enquêteur, la société HERTA SA a fourni un mémoire en réponse le 7 octobre 2010 portant notamment sur :

- la gestion et l'entretien des séparateurs d'hydrocarbure ;
- les flux d'émissions liées à l'activité de fumage ;
- les conditions de fonctionnement des TAR ;
- les solutions prises pour limiter les fuites ponctuelles d'ammoniac.

Après une étude attentive des différents éléments du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, le commissaire enquêteur émet le 17 octobre 2010 un avis favorable à la délivrance à la société HERTA de l'autorisation d'exploiter en régularisation administrative.

2. Consultations administratives

➤ Autorité environnementale

Date de l'avis :29 juillet 2010

Avis :Le projet n'est pas susceptible de générer d'impacts notables sur la majorité des paramètres environnementaux détaillés dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Contenu de l'avis : La gestion des eaux de ruissellement, les enjeux relatifs au risque « inondation », les risques chroniques liés aux opérations de fumage et l'impact de l'activité sur le Grand Hamster doivent faire l'objet de précisions supplémentaires.

Mémoire en réponse.....15 novembre 2010

➤ **DDT (Service de l'environnement et de la gestion des espaces)**

Date de l'avis :.....13 septembre 2010

Avis :.....**Défavorable**

Contenu de l'avis : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier des éléments suivants :

- respect du PERI de l'III pris par arrêté préfectoral du 21 septembre 1993 ;
- maîtrise de l'impact des eaux pluviales et notamment, les eaux pluviales dites « de voirie » ;
- devenir des boues générées par la station de pré-traitement.

Mémoire en réponse.....8 novembre 2010

Date de l'avis :.....1^{er} février 2011

Avis :.....**Défavorable**

Contenu de l'avis : Les éléments de réponse produits par l'exploitant sont insuffisants :

- non prise en compte des côtes de référence (risque électrique) prévues par le PERI de l'III ;
- non prise en compte des paramètres DCO, MEST et métaux lourds concernant les eaux pluviales dites « de voirie ».

Mémoire en réponse.....30 mai 2011

Date de l'avis :.....4 août 2011

Avis :.....**Réservé**

Contenu de l'avis : Concernant la maîtrise du risque « inondation » : Favorable
Concernant les eaux pluviales, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier par des valeurs chiffrées de l'absence d'impact de ses rejets sur la masse d'eau superficielle qu'est l'III. Toutefois et eu égard des débits connus de l'III, ce point ne devrait pas paraître problématique.

Avis de l'inspection : **Concernant la gestion des eaux pluviales, l'arrêté préfectoral prévoit la réalisation d'une campagne de mesure visant à lever les réserves émises par la DDT. Dans l'éventualité où les rejets de l'exploitant seraient susceptibles d'impacter l'III, il est demandé à l'exploitant de proposer en complément un plan d'action visant à réduire le risque à un niveau acceptable et conforme à la réglementation applicable.**

➤ **DDT (Service de l'aménagement durable des territoires)**

Date de l'avis :.....6 septembre 2010

Avis :.....**Favorable**

Contenu de l'avis : Il est demandé à l'exploitant de respecter les dispositions du Plan d'Exposition au Risque d'Inondation (PERI) des bassins versants de l'III approuvé le 21 septembre 1993.

➤ **SICARED/PC**

Date de l'avis :.....23 août 2010

Avis :.....**Pas de remarques particulières**

Contenu de l'avis : Favorable sous réserve des remarques éventuelles du SDIS

Éléments de réponse et conclusions (voir avis SDIS)

➤ **SDIS**

Date de l'avis :28 octobre 2010
Avis :**Avec observations**

Contenue de l'avis : Le SDIS du Bas-Rhin formule plusieurs recommandations portant sur les dispositions du code du travail, la conformité des équipements de défense contre l'incendie aux normes et leur vérification régulière, l'affichage des consignes de sécurité et le respect des observations contenues dans l'étude d'impact, l'étude de danger et la notice hygiène et sécurité présentées par le pétitionnaire.

➤ **ARS**

Date de l'avis :26 août 2010
Avis :**Avis favorable assorti de réserves**

Contenu de l'avis :L'exploitant doit réaliser un diagnostic du réseau d'eau visant à protéger les réseaux internes et externes du site contre les risques de pollution par retour d'eau ou contre pression.

Mémoire en réponse.....30 mai 2011

Réponse de l'exploitant :Les réseaux d'eau de forage et d'eau de ville sont totalement distincts, sans interconnexions possibles. Suite à la mise en place des TAR, l'usage d'eau de refroidissement est suspendu.

Éléments de réponse et conclusions

Observations et recommandations retenues dans les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

AVIS DES COMMUNES

COMMUNE	Date de l'avis	AVIS
GEISPOLSHEIM	1 ^{er} octobre 2010	Favorable
LIPSHEIM	20 septembre 2010	Favorable
ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	-	-

III. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Les principaux enjeux environnementaux et sanitaires liés à l'installation et à son fonctionnement concernent :

- les niveaux limites de rejet d'eaux industrielles en débit, concentrations et flux en sortie de la station de pré-traitement ;
- la gestion des eaux pluviales ;
- la gestion des déchets et sous produits de découpe de viande ;
- les potentielles nuisances sonores ou olfactives générées par l'activité ;
- la maîtrise des risques incendie, ammoniac et légionelle ;
- la bonne prise en compte du PERI de l'III.

Les conditions de fonctionnement visant à prévenir les risques liés à l'exploitation de TAR et à encadrer les conditions de rejets des eaux industrielles sont reprises dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mai 2010.

Cet arrêté a fait l'objet d'un passage au CODERST le 31 mars 2010.

Dans la mesure où il n'y a pas de modifications projetées, les diverses prescriptions prises à cet effet restent applicables et sont toutes reprises dans le projet d'arrêté ci-joint.

1. En matière de gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales sont prises en charge par deux réseaux distincts munis de séparateurs d'hydrocarbure (1 au nord / 3 au sud) :

- Réseau Nord : Eaux de toiture et eaux des voiries du secteur « expédition » ;
- Réseau Sud : Eaux de voirie du parking « véhicules légers » et du secteur « approvisionnement ».

Après traitement, les eaux pluviales sont rejetées dans l'Ill qui longe le site par deux exutoires situés au Nord-Est et au Sud-Est du site. Cette rivière fait partie, sur le secteur d'Ilkirsch-Graffenstaden, des masses d'eau fortement modifiées pour lesquelles l'objectif à atteindre dans le cadre de la directive cadre sur l'eau (DCE) est une qualité bonne en 2015.

La pluviométrie moyenne étant de 643mm/an, les volumes d'eaux pluviales de voirie et de parking sont estimées à 5 830m³/an (sur la base de 9 063m² imperméabilisés).

Compte tenu :

- des réserves émises par la DDT le 4 août 2011 ;
- des recommandations du SDAGE arrêté le 27 novembre 2009 pour le bassin hydrographique Rhin-Meuse portant notamment sur la prise en compte pour les installations classées soumises à autorisation de l'impact de ses rejets au regard de l'ensemble des éléments de qualité définissant un bon état des masses d'eau ;
- de la note de doctrine du 15 janvier 2008 relative à la gestion des eaux pluviales issues d'une imperméabilisation nouvelle établie par la mission inter-service de l'eau du Bas-Rhin (MISE67).

Il est demandé à l'exploitant de démontrer l'absence d'impact du rejet sur la masse d'eau superficielle par la réalisation sur la période de 6 mois qui suit la signature du projet d'arrêté d'une campagne de mesure visant à s'assurer du respect des conditions de rejets fixées par la note de doctrine pré-citée. Les différents paramètres sont repris à l'article 4.3.11 et les conditions de réalisation de cette campagne sont précisées à l'article 9.2.8.

Dans l'éventualité où l'exploitant ne serait pas en mesure de justifier du respect des conditions de rejet prévues, la fréquence des analyse est maintenue et un plan d'action visant à corriger cette non-conformité devra être proposé à l'inspection.

CONCLUSION :

Au regard des diverses solutions mises en œuvres, le respect des conditions de rejet des eaux pluviales fixées par la note de doctrine de la MISE sont respectées.

2. En matière de risques sanitaires relatifs aux déchets de sous produits animaux

La gestion de l'élimination des déchets de sous produits animaux est réalisée conformément aux règles sanitaires applicables aux sous produits animaux non destinés à la consommation humaine. Il s'agit notamment de :

- assurer un entreposage réfrigéré (<4°C) des sous-produits en attente d'enlèvement ;
- procéder à l'enlèvement des sous produits uniquement par des prestataires agréés et/ou habilités ;
- réaliser un nettoyage – désinfection fréquent des locaux et des containers dédiés au stockage des sous-produits.

Le projet d'arrêté intègre les exigences du Règlement (CE) n°1069/2009 du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le Règlement (CE) n°1774/2002 du 3 octobre 2002.

CONCLUSION :

Les conditions de stockage et d'élimination des déchets font l'objet des prescriptions spéciales aux l'article 5.1.3.1 et 5.1.6.1 du projet d'arrêté préfectoral. L'impact sanitaire est maîtrisé.

3. En matière de potentielles nuisances sonores ou olfactives

Sur le site, les nuisances olfactives susceptibles d'apparaître ont pour origine l'activité de cuisson et de fumage des viandes et une potentielle mauvaise gestion des sous-produits.

A ce titre, les effluents gazeux issus des cellules de fumage et des différents équipements de cuisson sont canalisés et traités avant rejet par un système de pré-traitement dont la configuration est reprise dans le projet d'arrêté préfectoral à l'article 3.1.3.

Les gaz et les fumées sont ainsi en premier lieu capturés et séparés par un liquide de lavage approprié. Elles sont ensuite aspirées vers un filtre électrostatique qui utilise les forces électriques pour séparer les particules solides (poussière, fumée) de l'air aspiré (phénomène de ionisation).

Concernant le risque de décomposition des sous-produits, source potentielle de nuisances olfactives, celui-ci est très faibles compte tenu des conditions de stockage (conteneurs spécifiques ; stockage en chambre froide) et des contraintes de nettoyage imposées par le projet d'arrêté.

Par ailleurs, il est rappelé que la société HERTA détient un agrément sanitaire de type CE (document obligatoire pour tous les établissements préparant, transformant ou entreposant des produits d'origine animale). Le dossier d'agrément prévoit le respect des Bonnes Pratiques d'Hygiène (B.P.H) et l'application obligatoire du principe HACCP par la mise en place du plan de maitrise sanitaire (PMS).

Enfin et concernant l'apparition de potentielles nuisances sonore, l'étude acoustique réalisé le 24 avril 2009 a démontré l'absence de dépassements des limites prévues par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, aussi bien en limite de propriété qu'en limite des zones à émergences réglementées (ZER).

CONCLUSION :

Les activités réalisées sur le site ne sont pas à l'origine de nuisances olfactives ou sonores.

4. En matière de danger

Les principaux risques identifiés sur le site de la société HERTA sont la malveillance, l'incendie et le risque lié à l'usage d'ammoniac dans les installations de réfrigération.

Surveillance du site (actes de malveillance)

Afin de limiter ce risque eu égard de ce qui précède, les mesures suivantes ont été prise par l'exploitant :

- site clos ;
- éclairage des abords extérieurs la nuit ;
- gardiennage du site 24h/24 ;
- présence d'un réseau de caméras de surveillance et d'une centrale d'intrusion ;
- présence du personnel pendant les horaires de production ;
- accueil et réception des visiteurs ;
- astreinte.

Risque incendie

En premier lieu, l'ensemble du bâtiment industriel est équipé de 116 détecteurs incendie reliés à une centrale permettant d'identifier la zone d'alarme pour une intervention rapide.

Concernant les moyens humains internes disponibles en terme de lutte contre un éventuel incendie, HERTA dispose :

- d'une équipe de première intervention (EPI) dont le rôle est d'alerter, d'intervenir le cas échéant et procéder à l'évacuation du personnel (18 personnes) ;
- d'une équipe de seconde intervention (ESI) dont le rôle est d'intervenir face à un incendie non maîtrisé (8 personnes) ;
- d'un personnel formé à l'usage des extincteurs (50 personnes sont formées par an sur le site).

Concernant les moyens humains externes, les pompiers du centre de secours d'Illkirch-Graffenstaden peuvent intervenir en moins de 10 minutes compte tenu de la proximité existante entre le site et les moyens de secours (1km).

Concernant les moyens de lutte contre l'incendie, la société HERTA dispose, en outre des extincteurs répartis sur le site, de cinq bornes à incendie susceptibles de délivrer chacune un débit de 60m³/h (soit 300m³/h en simultané) et d'un Réseau Incendie Armé (RIA) sur l'intégralité du site industriel.

Les règles APSAD « D9 » portant sur le dimensionnement des besoins en eaux en cas d'incendie ont permis d'estimer ce besoin de 960m³/h. Aussi, le SDIS a demandé à que soit prévu sur le site une plateforme d'aspiration de 96m² permettant aux pompiers un pompage direct dans l'III par trois engins moto-pompe.

Concernant les deux événements redoutés que sont :

- l'incendie du magasin de stockage des films et cartons ;
- l'incendie du stockage « expédition » (bois, carton, plastique et produits carnés).

l'étude de danger démontre l'absence de zone d'effet en dehors des limites de propriétés.

Enfin et concernant la gestion des eaux ayant servi à l'extinction d'un éventuel incendie, La société HERTA dispose d'une capacité de rétention suffisante (996m³) eu égard des besoins en eaux estimés à l'aide des documents techniques D9 et D9A. Le dispositif permettant la rétention des eaux susceptibles d'être polluées comporte :

- une vessie gonflable sur chaque rejet d'eaux pluviales (associé à une vanne de déclenchement manuel) ;
- un gendarme couché au niveau de chaque portail ;
- un bouton d'arrêt sur la pompe de relevage de la station de pré-traitement.

Risque lié à l'usage d'ammoniac

La majeure partie du froid nécessaire au fonctionnement de la société HERTA est fabriqué à l'aide d'un système thermodynamique qui utilise comme fluide frigorigène l'ammoniac.

L'ammoniac est un produit naturel, sans influence sur la couche d'ozone ou l'effet de serre mais dont l'utilisation est réputée dangereuse de part sa toxicité. Le seuil de toxicité conduisant à des effets irréversibles sur l'homme est de 500ppm pendant 30mn.

En application de l'article 13 de l'arrêté du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène, la société HERTA a réalisé une étude de danger spécifique à l'ammoniac en mai 1999. L'exploitant n'ayant apporté aucune modification à ses installations, les résultats de cette étude restent pertinents.

De manière générale, le risque est concentré sur la salle des machines et la galerie technique située au dessus des ateliers de fabrication. Le scénario majorant de fuite à l'intérieur des bâtiments (rupture de canalisation en sortie de l'évaporateur) ne produit pas de zone de danger à l'extérieur.

Le projet d'arrêté joint au rapport intègre donc les principales exigences propres aux installations fonctionnant à l'ammoniac et notamment :

- le respect des conditions de fonctionnement prévues par l'arrêté du 16 juillet 1997 ;
- la réalisation d'un contrôle annuel des installations par une personne compétente sur la base des points de contrôle listés dans la circulaire du 10 décembre 2003 (annexe 4 du projet d'arrêté).

Par ailleurs et faisant suite aux remarques du SDIS, il est demandé à l'exploitant de disposer :

- d'une réserve d'appareils respiratoires d'intervention ;
- d'au moins 4 tenues de protection chimique étanches aux gaz et aux liquides (type scaphandre)

De même, il est demandé à l'exploitant que le personnel susceptible d'être exposé aux risques toxiques sont formés à la progression sous tenue étanche dans l'éventualité d'une mission de sauvetage.

CONCLUSION :

Les mesures de maîtrise des risques et des dangers sont satisfaisantes et les diverses remarques du SDIS sont reprises dans le projet d'arrêté.

IV. CONCLUSION

Considérant qu'aux termes de l'article L 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation prévues dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, ainsi que les mesures imposées à l'exploitant, et notamment celles concernant :

- les niveaux limites de rejet d'eaux industrielles en débit, concentrations et flux en sortie de la station de pré-traitement,
- la gestion des déchets et sous produits de transformation de viande,
- la prévention des fuites d'ammoniac,
- la maîtrise des risques liés à l'incendie et à la prolifération de légionelles.

je propose à la commission départementale de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de se prononcer favorablement sur le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter joint au présent rapport concernant la demande d'autorisation d'exploiter en régularisation présentée par la société HERTA SA.

Strasbourg, le 19 octobre 2011